

NOUS ASSURERONS LE FINANCEMENT DURABLE DE L'ORGANISATION

« La réalisation de nos aspirations nécessitera un financement durable et prévisible de la part de l'organisation. Nous paierons nos contributions intégralement et dans les délais prévus. Il conviendrait d'étudier des mesures pour mieux garantir cela. Nous renforcerons encore la transparence, la responsabilité et l'utilisation efficace des ressources. La mise en œuvre intégrale et en temps voulu du programme d'action d'Addis-Abeba de la troisième conférence internationale sur le financement du développement est essentielle pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Le financement conjoint public-privé joue un rôle central dans les efforts que nous déployons pour que les Nations unies atteignent mieux leurs objectifs ».

Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

« L'ONU est devenue très dépendante de quelques donateurs. Par exemple, leur domination sur les décisions prises à l'OMS pourrait faire taire les voix des autres petits pays ».

Dialogue organisé par le bureau du coordinateur résident des Nations unies en Mongolie, les personnes âgées de 61 ans et plus, les organisations de soutien aux personnes âgées et aux personnes handicapées, les hommes et les femmes.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

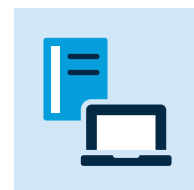
Les dialogues de l'ONU75



Enquête UN75



Aperçu de la recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES DE L'ONU75¹

OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

COVID-19 a eu un impact considérable sur l'aide au développement. Les participants du monde entier ont noté que COVID-19 a déjà réduit l'allocation des ressources aux budgets d'aide à l'étranger, en particulier dans les pays à développement humain élevé. Beaucoup ont suggéré que la pandémie avait mis en évidence le manque de solidarité envers les pays à moyen et faible revenu, avec de grandes disparités dans la volonté politique de financer la reprise de la pandémie dans le monde entier.

« Habituellement, si l'État se trouvait dans une situation semblable à celle qu'il connaît actuellement, il pourrait compter sur l'aide étrangère. Cependant, en raison de la nature véritablement mondiale de la pandémie et sans que l'on puisse en voir la fin, les États étrangers ont eu recours à la réduction de toute allocation de ressources qui était utilisée comme aide, laissant l'Afghanistan gérer seul la crise chez lui pour la première fois au XXI^e siècle ».

Le Dais, Mandate Project, Université de Rana et Université de Jami, Afghanistan, 16-30 ans, étudiants, mixte.

De nombreux participants ont exprimé leur inquiétude quant à la **menace qui pèse sur le programme d'action d'Addis-Abeba**, car de nombreux pays à faible et moyen développement humain se retrouvent sans aide financière suffisante pour atténuer les effets socio-

économiques de COVID-19 et investir dans la relance.

De nombreux participants du monde entier ont déploré les graves conséquences de la **répartition inégale des infrastructures de TIC** sur la fracture numérique, renforçant les inégalités structurelles entre les pays et au sein de ceux-ci et limitant le potentiel de la transformation numérique à stimuler le développement économique.

« Pas une seule grande puissance ou de gros donateurs, mais chaque pays membre et bénéficiaire peut avoir un accès égal au financement collectif des Nations Unies [...] Les agences de l'ONU ne devraient jamais avoir à se faire concurrence entre elles pour avoir accès aux possibilités de financement ».

Dialogue organisé par le bureau du coordinateur résident des Nations unies, Mongolie, 61 ans et plus, Organisations de soutien aux personnes âgées et aux personnes handicapées, mixtes.

De nombreux participants ont demandé une augmentation du budget de base des Nations unies, avec une diversification accrue des sources de financement. La plupart des dialogues ont exprimé des inquiétudes quant au budget de base limité dont dispose l'ONU, ce qui limite sa capacité à remplir son mandat. De nombreux participants se sont montrés particulièrement préoccupés par le fait que les Nations unies et les agences spécialisées dépendent trop fortement d'un petit nombre de donateurs puissants, qui ne financent souvent que des projets étroitement ciblés dans certains pays. Selon les participants à

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

plusieurs dialogues, le manque de diversification des sources de financement crée potentiellement des préjugés au sein de l'ONU et expose l'organisation à des déficits de financement soudains, en particulier dans le contexte d'un paysage extrêmement politisé des relations internationales.

Certains participants au dialogue se sont inquiétés du **manque d'éducation et d'inclusion financières des petites et moyennes entreprises**, des agriculteurs et des jeunes pousses, qui sont

tous des secteurs clés de l'agenda mondial sur le financement du développement. Les participants de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Mongolie et d'Azerbaïdjan ont souligné que les jeunes, les agriculteurs, les artisans et les petits et moyens entrepreneurs vivant dans les zones rurales souffrent souvent d'exclusion financière et de difficultés d'accès aux marchés, et qu'ils ne sont donc pas en mesure de contribuer efficacement à l'économie.

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

« La mobilisation de capitaux privés et l'engagement de différentes nations à soutenir le financement de la santé mondiale sont nécessaires pour orienter le changement qui conduira à la réalisation de la SDG 3 et d'autres objectifs de développement durable ayant un impact sur la santé ».

CUniversité de Columbia dans la ville de New York, États-Unis, étudiants d'âges et de sexes divers.

Les participants ont souligné l'importance des priorités de financement pour la récupération de COVID-19. De nombreux participants de pays à développement humain faible ou moyen souhaitent que les pays à développement humain élevé respectent leurs engagements en matière de financement du développement, tout en évitant que les besoins nationaux liés à COVID-19 aient un impact sur leurs budgets d'aide à l'étranger. Les participants à plusieurs dialogues ont souligné que la reprise économique et le renforcement des systèmes de santé dans les pays à faible et moyen développement humain doivent être prioritaires.

Aux États-Unis, les participants ont suggéré d'alléger la dette des pays qui ont besoin d'un soutien au redressement. Aux États-Unis, en Inde,

à Eswatini et au Liban, les participants ont appelé à mettre davantage l'accent sur les secteurs qui ont été durement touchés par la pandémie, notamment la culture et le tourisme. Il s'agit de secteurs économiques stratégiques dans de nombreux pays à faible et moyen développement humain.

Les participants, à l'échelle mondiale, ont souligné la nécessité de placer la connectivité Internet et l'infrastructure des TIC en tête des priorités du financement du développement, en mettant la technologie au service de la santé, de l'éducation et de la création d'emplois.

Les participants ont appelé à une augmentation du financement des Nations unies et à une diversification des sources de financement.

Les participants du monde entier ont imaginé un avenir où le budget du système des Nations unies serait augmenté grâce à une plus grande diversité de donateurs et à la mobilisation de capitaux privés, et où les gouvernements seraient tenus responsables lorsqu'ils ne respectent pas leurs engagements financiers envers l'organisation. Ils ont demandé qu'il soit mis fin à la politisation du financement, comme on l'a vu récemment dans le budget de l'Organisation mondiale de la santé.

De nombreux participants des pays à développement humain faible ou moyen souhaitent que les **fonds des Nations unies soient versés de manière plus transparente et plus**

efficace aux projets de développement local. Les participants à plusieurs dialogues ont appelé à la décentralisation de l'allocation des ressources, avec une plus grande transparence et une plus grande responsabilité dans l'utilisation des fonds alloués. Les participants des États-Unis ont souligné la nécessité d'un récit clair qui illustre les impacts réels qui ont été rendus possibles par le financement du travail des Nations Unies.

Les participants ont souhaité un soutien plus important aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) et aux innovateurs. Plusieurs participants,

notamment en Asie centrale et méridionale et en Afrique subsaharienne, ont appelé à la création d'environnements nationaux et régionaux favorables aux PME et aux jeunes innovateurs, avec un meilleur accès au financement, aux services de développement des entreprises et aux programmes de formation. Plusieurs participants ont souligné la nécessité de mettre en place des régimes de protection sociale adéquats pour les PME et les jeunes innovateurs, qui sont souvent vulnérables aux chocs et aux crises, ainsi que pour les travailleurs du secteur informel.

COMMENT Y PARVENIR

« Nous avons besoin d'investissements supplémentaires dans des domaines tels que les technologies durables, renouvelables et respectueuses du climat, ainsi que de davantage de solutions pour des modes de vie numériques et durables dans les zones urbaines qui bénéficient notamment aux segments les plus vulnérables et les plus pauvres de la population ».

Jeune ONU, en ligne, âge, profession, sexe.

Financement du développement

Investir dans les technologies vertes, l'économie circulaire et la recherche et le développement.

Les participants du monde entier ont encouragé les gouvernements à accroître les investissements dans les technologies vertes dans les pays en développement, à promouvoir la recherche et le développement dans les domaines liés au développement durable et à financer la transition vers une économie circulaire. Les étudiants et les jeunes professionnels ont appelé les Nations

unies à encourager l'investissement dans les technologies vertes par le biais de partenariats public-privé et d'un dialogue avec le secteur privé.

De nombreux participants d'Afrique subsaharienne ont appelé les gouvernements à donner la priorité au développement des infrastructures, y compris les TIC et la connectivité Internet, dans les pays à développement humain faible ou moyen.

Écologisation des investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations unies.

Dans le cadre des engagements du programme d'action d'Addis-Abeba visant à promouvoir la durabilité des entreprises, les participants à un dialogue en ligne ont encouragé le secrétaire général à veiller à ce que la Caisse commune des pensions du personnel des Nations unies améliore ses rapports sur les impacts environnementaux, sociaux et de gouvernance et accélère ses efforts de désinvestissement des combustibles fossiles.

Mobiliser de nouvelles sources de financement pour les organisations de la société civile.

De nombreux participants à travers le monde ont noté qu'une action clé pour améliorer l'efficacité des stratégies actuelles de financement du développement consisterait à mobiliser de nouvelles sources de financement pour les organisations de la société civile. Aux Émirats arabes unis, les participants ont proposé que

les Nations unies créent une plateforme ou un système formel pour mettre en relation les organisations locales et communautaires avec les donateurs mondiaux, ce qui permettrait à des milliers de groupes dans le monde entier d'apporter des contributions significatives et plus efficaces à la mise en œuvre des SDG.

Financement de l'ONU

Augmenter le budget de l'ONU et diversifier les financements. Les participants à de nombreux dialogues dans le monde entier ont exhorté les gouvernements à augmenter le financement du système des Nations unies et à respecter leurs contributions financières obligatoires et volontaires. Dans le même temps, ils ont appelé les Nations unies à diversifier leurs sources de financement et à réduire leur dépendance vis-à-vis d'un petit nombre d'acteurs puissants, afin d'accroître la résilience de l'organisation et d'éviter d'éventuelles distorsions. Les gouvernements ont été invités à envisager de prélever une taxe mondiale sur les transactions financières à court terme afin de soutenir l'ONU et son travail de développement.

Il a également été suggéré d'examiner plus en détail les effets produits par les différents types de financement des Nations unies sur le pouvoir, le contrôle et la responsabilité au sein de l'organisation, notamment en ce qui concerne le financement du secteur privé. Il a également été suggéré d'examiner les différents types d'activités menées avec différentes sources de financement, et d'étudier si certains types de financement ne risquent pas de détourner l'Organisation de l'accomplissement de son mandat.

Transparence et responsabilité dans l'utilisation des ressources. De nombreux participants de pays à faible et moyen développement humain ont exhorté les Nations unies à décentraliser leurs procédures d'allocation des ressources pour les projets de développement. Ils ont notamment encouragé les Nations unies à s'associer plus étroitement avec les organisations locales de la société civile pour la mise en œuvre, l'augmentation de la transparence et la limitation de la corruption.

Les participants des États-Unis ont suggéré que le secrétaire général élabore des communications claires et cohérentes sur l'impact des projets des Nations unies sur l'avancement du SDG, en utilisant des récits et des ambassadeurs de bonne volonté des Nations unies pour communiquer la valeur à long terme de ces investissements aux sociétés et aux entreprises.

Soutien aux petites entreprises et à l'esprit d'entreprise

Investir dans les PME et l'innovation menée par les jeunes. Les participants du Cameroun, de la Mongolie, du Liban et de l'Azerbaïdjan ont appelé les gouvernements et les Nations unies à investir dans des programmes visant à soutenir financièrement les PME et les jeunes pousses et à fournir des ressources commerciales, un encadrement professionnel, une formation financière et des outils de gestion de base. Ils ont notamment encouragé les Nations unies à accroître leur propre soutien aux innovateurs, par exemple en créant des pépinières d'entreprises hébergées par l'ONU.

APERÇU DE LA RECHERCHE²

Publications universitaires

- Coleman, K. 2017 "[Extending UN Peacekeeping Financing Beyond UN Peacekeeping Operations? Prospects & Challenges of Reform](#)" Global Gov.
- Daugirdas, K. & Burci, G 2019 "[Financing the World Health Organization: What Lessons for Multilateralism?](#)" IO Law Review.
- Eichenauer, V. & Reinsberg, B. 2017 "[What determines earmarked funding to international development organizations? Evidence from the new multi-bi aid data](#)" Review of IOs.
- Graham, E. & Serdaru, A. 2020 "[Power, Control, and the Logic of Substitution in Institutional Design: The Case of International Climate Finance](#)" International Organization.
- – 2017 "[Follow the Money: How Trends in Financing Are Changing Governance at Int. Orgs.](#)" Global Policy.
- – 2015 "[Money and multilateralism: how funding rules constitute IO governance](#)" International Theory.
- Hübner, K. 2019 [Financing the United Nations – An Introduction](#).
- Klingebiel, S., Mahn, T. & Negre, M. (eds) 2016 [The Fragmentation of Aid: Concepts, Measurements and Implications for Development Cooperation](#).
- Michaelowa, K. 2017 "[Resourcing international organisations: so what?](#)" Global Policy.
- Moloney, K. & Stoycheva, R. 2017 "[Partial Two-Way Mirror: International Organization Budget Transparency](#)" Global Policy.
- Patz, R. & Goetz, K. 2019 [Managing Money and Discord in the UN: Budgeting and Bureaucracy](#).
- Sachs, Jeffrey D. 2015 [Goal-based Development and the SDGs: Implications for Development Finance](#). Oxford Review of Economic Policy.
- Seitz, K. & martens, J. 2017 "[Philanthrolateralism: Private Funding and Corporate Influence in the UN](#)" Global Policy.
- Shelepov, A. 2018 "[Подходы МБР к привлечению частных инвестиций для реализации ЦУР: возможности и риски](#)" International Organisations Research.
- Wan, T. & Zhang, S. 2019 "[浅析联合国发展融资机制改革创新及对中国参与国际多边发展援助的影响](#)" International Economic Review.

Recherche et rapports sur les politiques

- Dag Hammarskjöld Foundation & UN Multi-Partner Trust Fund Office 2019 [Financing the UN Development System: Time to Walk the Talk](#).
- – 2019 [Financing the UN Development System: Time for Hard Choices](#).
- Dujarric, S. [UN] 2019 "[Statement attributable to the Spokesman for the Secretary-General on the regular budget](#)".
- Gulrajani, N. 2016 [Bilateral versus multilateral aid channels: strategic choices for donors](#), Overseas Development Institute.
- McArthur, J. & Rasmussen, K. 2017 "[Who funds which multilateral organizations?](#)" GlobalViews, Brookings.
- Organization for Economic Cooperation and Development, [Multilateral Development Finance 2020](#).
- High-Level Panel on Humanitarian Financing [UN] 2016, [Too important to fail—addressing the humanitarian financing gap](#).

2. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

- Inter-Agency Task Force on Financing for Development [UN] 2020 [Financing for Sustainable Development Report 2020](#).
- OECD 2000 [Managing and measuring the impact of sustainable investments. A two-axes mapping](#).
- – 2020 [Global Outlook on Financing for Sustainable Development 202: A New Way to Invest for People and Planet](#).
- – 2018 [Multilateral Development Finance: Towards a New Pact on Multilateralism to Achieve the 2030 Agenda Together](#).
- Scott, M. 2018 [The International Development Finance Club and the SDGs: Impact, Opportunities, and Challenges](#), Center for Global Development.
- Wagner, L. 2016 [How do Earmarked Funds Change the Geographical Allocation of Multilateral Assistance?](#), Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International.
- UN 2020 [Financing for Development in the Era of COVID-19 and Beyond: Menu of Options for the Consideration of Heads of State and Government \(Part I\)](#).
- UN 2020 [Financing for Development in the Era of COVID-19 & Beyond: For the Consideration of Heads of State and Government Part II](#).
- – [Financial situation of the UN: Report of the Secretary-General \(2020\)](#).
- – 2019 [Funding compact: Report, Secretary-General](#).
- UN 2015 [Addis Ababa Action Agenda of the Third International Conference on Financing for Development](#).
- UN Capital Development Fund (UNCDF) & OECD 2019 [Blended Finance in the Least Developed Countries](#).

- UNCTAD 2020 [World Investment Report 2020](#).
- UN Global Compact 2018 [Scaling Finance for The SDGs: Foreign Direct Investment, Financial Intermediation and Public-Private Partnerships](#).
- Weinlich, S. et al. 2020 [Earmarking in the Multilateral Development System: Many Shades of Grey](#), German Development Institute.

Commentaires et articles d'opinion

- Deen, T. 2020 ["UN's \\$5.1 Billion Shortfall Threatens Operations Worldwide"](#) Inter Press Service.
- Dreher, A., Gehring, K. & Michaelowa, K. 2018 ["Aid fragmentation and aid effectiveness: the latest evidence"](#) GlobalDev.
- Jankauskas, V. & Patz, R. 2019 ["How Well-meaning Donors Create the UN Machinery They Don't Like"](#) E-International Relations.
- Kitaoka, K. 2020 ["Bold Move or Status Quo? Is the New UN Funding Compact Enough?"](#) Impakter.
- Moreira da Silva, J. 2019 [The 'impact imperative' for sustainable development finance](#).
- UN News 2020 ["Eyes and ears' of UN Human Rights Council facing funding crisis"](#).

Ressources de données et outils

- [OECD Development Finance Data](#)
- [UNCTAD Statistics on Foreign Direct Investment](#)
- United Nations System Chief Executives Board for Coordination, [Financial Statistics](#).